

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

## Section des affaires immobilières

En matière de fiscalité municipale

**Date** : 17 avril 2018

Référence neutre : 2018 QCTAQ 04461

**Dossiers** : SAI-Q-199551-1402 /  
SAI-Q-208793-1505

---

### Devant les juges administratifs :

ROBERT SANCHE  
GUY GAGNON

---

BLOOM LAKE GENERAL PARTNER LIMITED

BLOOM LAKE GENERAL PARTNERS LTD

Parties requérantes

c.

VILLE DE FERMONT

Partie intimée

et

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Partie intervenante

et

LAC BLOOM

Partie mise en cause

---

## DÉCISION INCIDENTE

Requête modifiée concernant l'interprétation des paragraphes 4 et 8 de l'alinéa 1 de l'article 65 de la Loi sur la fiscalité municipale

---

[1] Dans le cadre d'un premier recours portant sur la valeur réelle inscrite au rôle triennal 2013, suivi d'un second recours en raison de l'émission d'un certificat de modification du même rôle triennal, pour la période débutant le 1<sup>er</sup> avril 2013, relativement à l'unité d'évaluation apparaissant sous le matricule 1657-14-8757-4-000-0000, la partie requérante saisit le Tribunal au moyen d'une requête incidente concernant l'interprétation à donner aux paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> de l'alinéa 1 de l'article 65 de la *Loi sur la fiscalité municipale*<sup>1</sup> (LFM).

[2] La partie requérante précise plus particulièrement les éléments dont elle souhaite obtenir une interprétation à savoir « l'équipement d'une mine à ciel ouvert » et « un chemin d'accès » mentionnés respectivement aux paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> de l'alinéa 1 de l'article 65 de la LFM, lesquels se lisent comme suit :

65. Ne sont pas portés au rôle les immeubles suivants :

[...]

4<sup>o</sup> une galerie, un puits, une excavation, un tunnel ou l'équipement d'une mine souterraine ou à ciel ouvert;

[...]

8<sup>o</sup> un chemin d'accès à une exploitation forestière ou minière.

(Soulignements du Tribunal)

[3] Par sa requête, la partie requérante demande à ce que la totalité des immeubles, faisant partie de l'unité d'évaluation à l'étude, énumérée à la pièce R-2, soit exclue du rôle, puisque, selon son interprétation, ces immeubles se qualifient comme étant de l'équipement d'une mine à ciel ouvert et/ou un chemin d'accès à une exploitation minière; ainsi, seul le terrain devrait apparaître au rôle.

---

<sup>1</sup> RLRQ, c. F-2.1.

[4] Il est à noter que l'Union des municipalités du Québec a demandé au Tribunal l'autorisation d'intervenir dans le présent litige, ce qui lui a été accordé.

[5] Lors de l'audience tenue à Québec, du 15 au 18 janvier 2018, la partie requérante est représentée par M<sup>e</sup> Louis St-Martin et M<sup>e</sup> Annie Kirouac, la partie intimée, par M<sup>e</sup> François Bouchard et M<sup>e</sup> Dominique Délisle et la partie intervenante, par M<sup>e</sup> Paul Wayland.

[6] L'unité d'évaluation en litige est une mine de fer à ciel ouvert, connue comme étant la mine de fer du lac Bloom, située à Fermont, où l'on y fait l'extraction, le concassage, le broyage, la concentration et l'expédition du minerai de fer.

[7] Elle a été construite en deux étapes dont la première phase a été complétée en 2010 et la deuxième a été interrompue en décembre 2012, alors que sa fermeture a été annoncée en novembre 2014.

#### Preuve de la partie requérante

[8] La partie requérante fait entendre comme premier témoin, M. Milad Jabbour, É.A. Il présente sommairement, dans un premier temps, son rapport descriptif<sup>2</sup>, lequel inclut :

- différents plans;
- différentes définitions;
- des photographies ainsi qu'une description sommaire des immeubles et leurs localisations.

[9] Il dépose également le bail minier de la propriété à l'étude<sup>3</sup>, dont le terrain loué est indiqué en jaune au plan apparaissant à la page 11 de R-1.

[10] Par la suite M. Pierre Bolduc, qui était en 2012, directeur de la construction de la phase 2 au lac Bloom explique les opérations minières qui se déroulent à la propriété à l'étude ainsi que les différentes installations et les équipements que l'on y retrouve.

---

<sup>2</sup> Voir R-1.

<sup>3</sup> Voir R-2.

[11] Il mentionne qu'au lac Bloom le matériau est composé au tiers de fer et au deux tiers de silice. À partir de l'extraction, on procède au concassage et par la suite le produit est dirigé au concentrateur. Le produit fini est transporté à Sept-Îles par voie ferrée, alors que tout le produit stérile et/ou le résidu demeurent sur place.

[12] M. Jabbour vient ensuite expliquer davantage son rapport. Il rappelle qu'en vertu de la LFM, tous les immeubles sont portés au rôle à l'exception de ceux prévus en son article 65 et plus spécifiquement ceux définis aux paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> pour la propriété à l'étude.

[13] Il mentionne que la mine comprend les immeubles suivants : « *chemin d'accès à la mine, les concasseurs, les réseaux de convoyeurs, les concentrateurs, un bureau administratif, réseaux électriques d'alimentation, bâtiment pour le traitement des résidus, bassins de résidus, silo de concentré et bâtiments et installations accessoires*<sup>4</sup>. »

[14] Afin d'éclairer le Tribunal, il livre son opinion à l'effet qu'une « mine » représente un endroit physique, un lieu où se déroulent toutes les opérations, alors que l'exploitation minière comprend les activités, l'opération intégrée, pour obtenir un produit commercial.

[15] À cet égard, il réfère le Tribunal à la *Loi sur les mines* (chapitre M-13.1) où l'article 218 définit le terme « mine » et réfère également à la définition d'« exploitation minière » telle qu'elle apparaissait dans la version précédente de la *Loi sur les mines* (chapitre M-13)<sup>5</sup>.

[16] Il spécifie que si le produit n'est pas commercialisable il n'y a pas de mine.

[17] M. Jabbour réfère également à la *Loi sur l'impôt minier* (chapitre I-0.4.) où apparaissent d'autres définitions<sup>6</sup>.

[18] Il considère, toutefois, qu'une mine inclut d'autres activités que l'extraction, et ce, en se référant notamment au calcul de l'impôt minier, lequel permet l'allocation pour amortissement (d'un chemin, d'un bâtiment [...]) de tous les immeubles nécessaires à la mine en plus de l'amortissement supplémentaire de l'usine de traitement<sup>7</sup>. Suivant son interprétation, la mine inclut tout.

---

<sup>4</sup> Voir page 9 de R-1.

<sup>5</sup> Voir page 4 de R-1.

<sup>6</sup> Voir page 5 de R-1

<sup>7</sup> Voir R-3.

[19] Il souligne, en référence au document intitulé « Les travaux d'exploitation minière »<sup>8</sup>, que l'aspect économique est très important dans la décision d'exploiter une mine.

[20] Il fait état du résultat de ses recherches, effectuées dans quelques volumes de références, dont l'Encyclopédie Canadienne, où l'exploitation minière est définie comme celle qui « *consiste à extraire, à raffiner ou à traiter des roches et des minéraux présentant une valeur économique*<sup>9</sup> ».

[21] Fort des enseignements de cette Encyclopédie, M. Jabbour affirme que la mine constitue un cycle complet, allant de l'extraction du minerai à son traitement, car l'extraction à elle seule n'est pas suffisante pour obtenir une valeur économiquement rentable.

[22] En ce qui concerne le mot « équipement », il mentionne, qu'en vertu des définitions des dictionnaires consultés<sup>10</sup>, ce terme inclut tout.

[23] Finalement, il note en regardant les coupes transversales apparaissant à la page 2 de R-4, qu'un convoyeur et un concasseur se trouvant dans une mine souterraine ne seraient pas portés au rôle d'évaluation foncière alors que ces mêmes éléments situés dans une mine à ciel ouvert le seraient, ce qui n'est pas logique selon lui.

[24] En conclusion, selon lui, une mine est un lieu physique, tel que décrit au bail minier, alors que l'exploitation minière est une activité.

[25] Quant aux chemins d'accès et étant donné que la définition du mot équipement comprend les chemins, il est d'opinion que le paragraphe 8<sup>o</sup> de l'alinéa 1 de l'article 65 exclut du rôle d'évaluation foncière tous les chemins permettant l'exploitation minière et non pas seulement le chemin partant de la route 189 jusqu'à la guérite.

[26] Il termine en soulignant qu'il a remarqué que la définition du mot mine apparaissant à la *Loi sur les mines* et celle incluse dans la *Loi sur les impôts miniers*, est différente bien qu'émanant toutes deux du législateur québécois, c'est pourquoi il fait référence au document intitulé « Régime d'impôt minier en bref »<sup>11</sup>, duquel il comprend que ce mot n'est pas restreint à l'extraction, mais peut inclure beaucoup d'autres activités.

---

<sup>8</sup> Voir R-4.

<sup>9</sup> Voir page 5 de R-1.

<sup>10</sup> Voir page 6 de R-1.

<sup>11</sup> Voir R-3.

[27] Il a également remarqué que le législateur utilise deux termes différents à cet article 65, soit le mot « mine » au paragraphe 4<sup>o</sup> de l'alinéa 1 et le mot « exploitation minière » au paragraphe 8<sup>o</sup> du même aliéna. Toutefois, il laisse le soin aux procureurs des parties d'argumenter cette distinction devant le Tribunal.

#### Preuve de la partie intimée

[28] M. Richard Chabot, É.A., dépose son rapport<sup>12</sup> ainsi que certains ajouts et modifications mineures<sup>13</sup>.

[29] Il décrit le cheminement de sa carrière au cours de 40 dernières années et résume brièvement son expérience dans le cadre des évaluations d'industries lourdes et de complexe minier. Lors des dépôts de rôle pour les propriétés minières, M. Chabot ne considère aucunement les activités propres à l'extraction.

[30] M. Chabot indique que la règle générale incluse dans la LFM est de porter tous les immeubles au rôle (article 31), sauf les exceptions prévues aux articles 63 à 68.

[31] En référence aux mots employés à l'article 65 alinéa 1 paragraphe 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, et considérant que la LFM ne donne aucune définition, il consulte le site « explorelesmines.com », où sont définis les deux types de mines mentionnés à l'article 65 alinéa 1 paragraphe 4<sup>o</sup>, ce que l'on y retrouve ainsi que les principales étapes du cycle minier<sup>14</sup>. Les équipements de ces deux types de mines sont résumés aux pages 14 à 16 de son rapport.

[32] Suivant son opinion, tout ce qui se situe sous le sol n'est pas porté au rôle d'évaluation foncière, seuls les abris hors sol des différents équipements sont inscrits au rôle.

[33] Il spécifie qu'au paragraphe 4<sup>o</sup>, le législateur écrit le mot « mine » alors qu'au paragraphe 8<sup>o</sup>, ce même législateur fait référence à « l'exploitation minière ». Il s'agit d'une nuance importante qui signifie que l'on ne parle sûrement pas de la même réalité.

---

<sup>12</sup> Voir I-1.

<sup>13</sup> Voir I-1a., I-1b et I-1c.

<sup>14</sup> Voir pages 5, 6 et 7 de I-1.

[34] Il ajoute également qu'au paragraphe 8<sup>o</sup> on y spécifie « un chemin d'accès à l'exploitation minière » et non pas « un chemin d'accès **de** l'exploitation minière » ni « le chemin d'accès **dans** l'exploitation minière », mais bien « **à** ».

[35] Il conclut donc qu'il s'agit du chemin qui relie la route 389 à la guérite et qui donne accès à l'exploitation minière<sup>15</sup>; constatant que la valeur de ce chemin a été portée au rôle d'évaluation, il devra en retirer la valeur, en raison justement de sa compréhension du paragraphe 8<sup>o</sup> de l'alinéa 1 de l'article 65.

[36] Le contre-interrogatoire de M. Chabot a fait ressortir que bien qu'il définisse « la mine » comme étant la fosse, l'excavation, l'ensemble du « trou », il porte au rôle une seule unité d'évaluation qu'il identifie comme « la mine de fer du lac Bloom ». L'annexe B est identifiée comme « Mine Lac Bloom » et à son annexe C, il avait inscrit le terme « mine » tant pour celles de fer que de cuivre ou de zinc, avant d'avoir déposé un amendement à cette annexe lors de l'audience.

[37] Il précise que c'est la première fois qu'on lui soumet que le paragraphe 4<sup>o</sup> fait référence à l'ensemble des installations se trouvant sur le site alors qu'il a toujours considéré que ce paragraphe 4<sup>o</sup> faisait référence aux équipements reliés soit à l'extraction du minerai, à la fosse (gisement) ou à l'excavation.

[38] Quoiqu'il mentionne qu'un équipement n'est pas un bâtiment, il admet que dans le cas des scieries, il y avait des équipements qui pouvaient s'apparenter à des bâtiments (séchoir à bois).

[39] Les chemins qui sont portés au rôle sont identifiés en jaune, vert et orange sur le plan de la page 4 de l'annexe A<sup>16</sup>, alors que d'autres chemins, tels ceux près du concentrateur, sont inclus dans les améliorations au sol du concentrateur. Il spécifie toutefois qu'il ne considère pas les chemins qui évoluent, dont le tracé change avec le temps.

[40] Par contre, le chemin situé au sud du lac Mazaré, qui va de la fosse au concasseur de la phase 1<sup>17</sup>, n'est pas porté au rôle même s'il n'évolue pas dans le temps. Il considère que ce chemin, dédié au transport du minerai, est relié à l'extraction.

---

<sup>15</sup> Voir liséré en rouge, Annexe A page 3 de I-1.

<sup>16</sup> Voir I-1.

<sup>17</sup> Voir page 15 de R-1.

[41] Le deuxième témoin que la partie intimée fait entendre est le professeur Marcel Laflamme. Ce dernier a reçu son titre d'ingénieur minier en 1981, sa maîtrise en génie minier en 1985, son doctorat toujours en génie minier en 1990 et a toujours travaillé étroitement dans ce secteur au cours de sa carrière, et ce, jusqu'en 2012 au moment où il est devenu professeur adjoint à l'université Laval et professeur agrégé en 2015.

[42] Il dépose son rapport<sup>18</sup> et mentionne que les termes employés autant au paragraphe 4<sup>o</sup> qu'au paragraphe 8<sup>o</sup> de l'alinéa 1 de l'article 65 de la LFM, sont très courants dans son domaine et qu'ils sont utilisés quotidiennement.

[43] Il affirme que l'on doit faire une distinction entre une exploitation minière et une mine. La première faisant référence à l'ensemble d'un site minier, allant de l'extraction à son traitement et finalement à son expédition; alors que la mine est essentiellement liée à l'extraction, soit l'excavation et/ou l'ouverture nécessaire pour sortir le minerai, soit la fosse ou la partie souterraine de l'exploitation minière.

[44] À la page 1 de son rapport, il définit ces deux termes tels qu'ils sont enseignés aux étudiants dans le cadre de leur formation universitaire en génie minier.

[45] Il spécifie que ces définitions ont un lien direct avec celles inscrites dans le « *Dictionary of mining terms* » joint à son rapport.

[46] Quant à l'équipement d'une mine, il indique que ce sont ceux qui permettent de faire l'extraction, qu'ils soient fixes ou mobiles. Ils sont définis à la page 2 de son rapport et il précise qu'ils représentent facilement de 80 à 90 % de l'ensemble des équipements.

[47] Quant au « chemin d'accès à une exploitation minière » il spécifie qu'il s'agit du chemin qui part d'une route existante vers l'exploitation minière. Il mentionne qu'au niveau de l'impôt il y a une distinction à faire entre les chemins « sur le » ou « dans le site » avec le chemin d'accès de l'exploitation minière et les étudiants doivent être sensibilisés à cette distinction.

[48] Il ajoute cependant que certains chemins permanents à l'intérieur du site pourraient également être considérés en des dépenses capitales au niveau de l'impôt sans toutefois les nommer.

---

<sup>18</sup> Voir I-2.



[49] De son contre-interrogatoire, il est ressorti :

- que dans le langage populaire le mot « mine » signifie tout le site, la population en général désigne souvent de façon abrégée, à titre d'exemple le cuisinier qui travaille à la mine, mais pour le génie minier, la mine est l'excavation, la fosse;
- que le terme anglais « *mining plant* » signifie l'usine et que le « *mine site* » signifie l'exploitation minière;
- que certaines parties de la définition « *mine* » incluent tout le site;
- que la valeur économique du minerai est différente à chacune des étapes;
- qu'aux fins de l'impôt certains chemins qui relient la fosse au concasseur peuvent être déductibles;
- que selon la définition donnée par le gouvernement fédéral dans un règlement spécifique<sup>19</sup>, « la mine » inclut l'ensemble des installations minières.

[50] Finalement la partie intimée fait témoigner le maire de Fermont, M. Martin Saint-Laurent. Ce dernier précise que contrairement à ce que pourraient laisser croire les profils financiers<sup>20</sup>, la situation financière de Fermont n'est pas reluisante.

[51] En contre preuve, M. Jabbour fournit certaines explications quant à la mine Matagami<sup>21</sup>. Il mentionne que le concentrateur dessert plusieurs « *pits* » dont la durée de vie est relativement courte, soit de cinq à sept ans. Le minerai est transporté par des routes internes non accessibles par le public. Il en est de même pour la mine IOC de Shefferville dont la durée de vie était de cinq ans et dont le concentrateur était situé à Sept-Îles.

---

<sup>19</sup> Voir R-12 : *Règlement sur les effluents des mines de métaux – DORS/2002-222 – Loi sur les pêches.*

<sup>20</sup> Voir R-5 à R-11.

<sup>21</sup> Voir R-13.

Argumentation de la partie requérante

[52] Selon M<sup>e</sup> St-Martin, la loi est claire, aucun chemin d'accès ni les équipements énumérés à la pièce R-2, ne doivent être portés au rôle relativement à la mine du lac Bloom, tel que décrit au bail<sup>22</sup>, laquelle mine constitue l'unité d'évaluation en litige.

[53] En ce qui concerne le chemin d'accès, il ajoute que même si le Tribunal décidait d'exclure, en application de l'article 65 (8<sup>o</sup>), le chemin qui part de la route 389 jusqu'à la guérite, tous les autres chemins à l'intérieur du site doivent être exclus en vertu de l'article 65 (4<sup>o</sup>) comme étant de « l'équipement de la mine ».

[54] Quant à l'interprétation de l'article 65 (4<sup>o</sup>), il est évident que l'unité d'évaluation constitue la mine, cette dernière ne pouvant être seulement la fosse.

[55] Pour appuyer sa prétention, il réfère à la preuve soumise qui démontre que la mine est un tout, soit :

- « les travaux d'exploitation minière »<sup>23</sup>;
- le rapport d'expertise déposé sous I-1;
- le témoignage de M. Bolduc;
- le langage populaire;
- le « *Dictionary of mining terms* », dictionnaire américain, 1968.

[56] Il ajoute que la volonté du législateur est de créer un régime fiscal particulier pour les mines; étant donné que le domaine minier est particulier, la préoccupation du législateur est précisément la survie des villes; en protégeant financièrement les mines, la viabilité des mines et des villes est assurée, car le législateur est bien conscient que dans les villes mono-industrielles, pas de mines pas de villes.

---

<sup>22</sup> Voir R-2.

<sup>23</sup> Voir R-4.

[57] C'est l'exclusion complète et totale selon une interprétation large et libérale telle que dictée par la décision QIT<sup>24</sup>.

[58] Selon la preuve entendue, le mot mine comprend toutes les activités, car après l'extraction, le minerai de fer n'a pas de valeur économique en soi, il doit être traité pour posséder une valeur commerciale; le processus en entier est nécessaire pour viabiliser le produit.

[59] Pour appuyer les arguments de M<sup>e</sup> St-Martin, M<sup>e</sup> Kirouac réfère, en premier lieu, aux règles d'interprétation de la loi en reprenant les propos de E. A. Driedger, cités par Pierre-André Côté<sup>25</sup> :

*« Aujourd'hui, il n'y a qu'un seul principe ou solution : il faut lire les termes d'une loi dans leur contexte global en suivant le sens ordinaire et grammatical qui s'harmonise avec l'esprit de la loi, l'objet de la loi et l'intention du législateur. »*

[60] Selon cette règle, les termes « excavation » et « mine » écrits dans le même paragraphe 4<sup>o</sup> doivent avoir des significations différentes, car le législateur ne parle pas pour ne rien dire.

[61] Ensuite, pour démontrer l'intention du législateur, elle réfère à l'historique des diverses lois applicables, soit la *Loi sur l'évaluation foncière*, la *Loi sur la fiscalité municipale*, la *Loi sur l'impôt minier*, la *Loi sur les Mines* et la *Loi des mines*.

[62] Dans cette approche, elle note les différences entre la *Loi sur l'évaluation foncière* et la *Loi sur la fiscalité municipale*, en faisant appel notamment aux travaux parlementaires en 1971, lors de l'adoption de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

[63] Ensuite, elle établit la conjonction des diverses lois présentées et la cohérence du législateur.

[64] Au terme de cette analyse, elle est d'opinion que si le législateur avait voulu lier les équipements à une galerie, un puits, une excavation, un tunnel, il aurait écrit « et leurs équipements » comme il était proposé dans le premier projet de loi 48, ce qu'il n'a pas fait

<sup>24</sup> Voir *Q.I.T. Fer et Titane Inc c. Municipalité Havre Saint-Pierre et MRC Minganie*, SAI-Q-111493-0409/SAI-Q-111495-0409, 15 août 2005, confirmée par CQ-650-80-000054-050, juge Raoul Poirier, 17 avril 2007.

<sup>25</sup> *Interprétation des lois*, 4<sup>e</sup> édition, page 331.

lors de l'adoption de la *Loi sur l'évaluation foncière* en 1971, ni lors de l'adoption de la *Loi sur la fiscalité municipale* en 1979<sup>26</sup>.

[65] Quant à la définition du mot « équipement », étant donné l'absence de jurisprudence concernant le paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article 65, étant donné l'absence de définition dans une autre loi, elle réfère à la définition donnée par différents dictionnaires.

[66] Finalement, relativement à l'exception mentionnée au paragraphe 8<sup>o</sup> de l'article 65 : « un chemin d'accès à une exploitation forestière ou minière » elle réfère à la décision rendue par le Tribunal<sup>27</sup> et soutient qu'« il apparaît dénué de sens que de distinguer ou de qualifier autrement certains chemins d'accès afin de les imposer aux fins de la taxation municipale. »<sup>28</sup>

[67] En conclusion, pour tous les motifs énoncés, elle est d'opinion « que l'ensemble de l'équipement et des voies de communication de la mine de fer du lac Bloom situés au-dessus du sol faisant l'objet du bail minier se qualifient comme de l'« équipement d'une mine » et des « chemins d'accès » au sens des paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> de l'alinéa 1 de l'article 65 de la LFM. »<sup>29</sup>

#### Argumentation de la partie intimée

[68] Tout comme les procureurs de la partie requérante, M<sup>e</sup> Bouchard est bien conscient que le Tribunal doit effectuer un exercice d'interprétation des lois afin de rendre une décision en l'espèce.

[69] Étant donné qu'aucune définition des mots « équipements », « mine » « mine souterraine ou à ciel ouvert » n'est donnée par le législateur dans la LFM, il est d'avis que

---

<sup>26</sup> *Loi sur l'évaluation foncière* (1971) : article 13. : Ne sont pas portés au rôle :  
b) les galeries, puits, excavations, tunnels et équipements des mines souterraines ou à ciel ouvert;

*Loi sur la fiscalité municipale* (1979) : article 65. : Ne sont pas portés au rôle les immeubles suivants :  
4<sup>o</sup>) une galerie, un puits, une excavation, un tunnel ou l'équipement d'une mine souterraine ou à ciel ouvert;

<sup>27</sup> Voir *Q.I.T. Fer et Titane Inc c. Municipalité Havre Saint-Pierre et MRC Minganie*, SAI-Q-111493-0409/SAI-Q-111495-0409, 15 août 2005.

<sup>28</sup> Argumentation écrite, déposée lors de l'audience, page 24.

<sup>29</sup> Argumentation écrite, déposée lors de l'audience, page 25.

dans le cadre de cet exercice, le Tribunal devrait suivre les règles ordinaires d'interprétation, et ce, en reprenant les propos de E. A. Driedger auxquels a fait référence la procureure de la partie requérante<sup>30</sup>.

[70] Suivant sa prétention, les termes « équipements d'une mine souterraine ou à ciel ouvert » contenus à l'article 65 alinéa 1 (4<sup>o</sup>) de la LFM, doivent être circonscrits aux seuls équipements impliqués dans l'extraction du minerai et au lieu où le minerai se trouve.

[71] Afin d'en arriver à une telle conclusion, il mentionne qu'il est de pratique courante de référer aux dictionnaires de langue qui ont pour fonction de rendre compte des usages linguistiques d'une communauté à un moment donné.

[72] Dans le dictionnaire *le Petit Robert*, la mine est définie comme le terrain ou l'on peut extraire un métal; on associe donc le mot mine à l'extraction du minerai. C'est d'ailleurs le même concept lorsque l'on regarde les autres termes employés par le législateur à l'article 65 (4<sup>o</sup>) galerie, puits, excavation et tunnel.

[73] Il fait également appel à la définition utilisée par les utilisateurs dans ce domaine, soit les ingénieurs miniers, des termes « mine » et « exploitation minière »<sup>31</sup>.

[74] Suivant l'article 41.1 de la *Loi d'interprétation*<sup>32</sup>, « les dispositions d'une loi s'interprètent les unes par les autres en donnant à chacune le sens qui résulte de l'ensemble et qui lui donne effet » et pour ce faire, il traite du contexte interne immédiat où deux règles sont expliquées, soit « *noscitur a sociis* » et « *ejusdem generis* ».

[75] En ce qui concerne la première règle, l'expression générale « équipement d'une mine souterraine ou à ciel ouvert » doit être interprétée à la lumière des mots qui l'accompagnent dans la disposition, soit galerie, puits, excavation et tunnel.

[76] En ce faisant, il est d'avis que ces mots visent des immeubles directement liés à l'extraction du minerai et au lieu de l'extraction et ne réfèrent aucunement à l'exploitation minière, qui elle est beaucoup plus large.

---

<sup>30</sup> Voir paragraphe 59.

<sup>31</sup> Voir I-2.

<sup>32</sup> RLRQ, c. C. I-16.

[77] Quant à la deuxième règle, elle s'applique lorsqu'un terme général se trouve à la suite d'une énumération de termes plus spécifiques. La signification du terme général se restreint alors à des choses de même genre que celles qui sont énumérées.

[78] Par conséquent, les termes spécifiques « galerie, puits, excavation et tunnel » sont tous des lieux ayant un lien avec l'extraction du minerai.

[79] « Ainsi l'expression générale qui suit, « équipement d'une mine souterraine ou à ciel ouvert », doit être circonscrite à la même signification que celle donnée aux termes spécifiques qui la précèdent, c'est-à-dire, viser seulement les équipements impliqués dans l'extraction du minerai, soit une mine souterraine ou à ciel ouvert. »<sup>33</sup>

[80] Ensuite, il traite du contexte interne de la loi, précisant que le législateur ne parle pas pour ne rien dire.

[81] Étant donné que le législateur utilise deux termes différents à l'article 65, l'un au paragraphe 4<sup>o</sup>, à savoir « mine » et l'autre au paragraphe 8<sup>o</sup>, à savoir « exploitation minière », il est bien évident que le législateur aurait utilisé le terme « exploitation minière » s'il avait voulu viser l'ensemble des équipements compris dans une exploitation minière pour l'application du paragraphe 4<sup>o</sup>.

[82] Quant au contexte externe, il traite plus particulièrement de la cohérence des lois de même nature où « la présomption de cohérence des lois entre elles se manifeste avec d'autant plus d'intensité que les lois en question portent sur la même matière, sont « in pari materia », comme on a l'habitude de dire. »<sup>34</sup>

[83] À cet effet, étant donné que la LFM ne contient aucune définition de ce qu'est une mine, il est d'opinion que l'on doit s'inspirer de la définition donnée pour les termes « mine » et « exploitation minière » à la *Loi sur l'impôt minier*<sup>35</sup>, qui est également une loi fiscale en matière minière<sup>36</sup>.

[84] Étant donné que la *Loi sur l'impôt minier* et la *Loi sur la fiscalité municipale* visent des objectifs communs d'imposition et de taxation, il est tout à fait pertinent et cohérent

<sup>33</sup> Voir, *Plan d'argumentation de la Ville de Fermont, intimée*, page 12.

<sup>34</sup> Voir P.-A. Côté, coll. S.Beaulac et M. Devinat, *Interprétation des lois*, 4<sup>e</sup> éd. Montréal, Les Éditions Thémis, 2009, par. 1270.

<sup>35</sup> RLRQ, c. I-0.4.

<sup>36</sup> *TVX Gold Inc. c. Québec (Sous-ministre des Ressources naturelles)*, 2009 QCCQ 17326, par. 36.

d'interpréter la *Loi sur la fiscalité municipale* à la lumière de la définition du terme « mine » apparaissant dans la *Loi sur l'impôt minier*, à savoir « un lieu situé au Québec ayant pour objet l'extraction de substances minérales », ce qui rejoint la définition du mot « mine » par le Petit Robert.

[85] Quant à la définition du terme « exploitation minière », il s'agit de l'ensemble des travaux liés aux différentes phases de développement minéral, dont l'extraction, ce que ne vise pas le paragraphe 4<sup>o</sup>.

[86] Finalement, il fait l'historique de l'article 65 alinéa 1 (4<sup>o</sup>) de la LFM en comparant cette disposition à celle qui ont été adoptées à l'origine soit l'article 13. b) et d) de la *Loi sur l'évaluation foncière*<sup>37</sup>.

[87] Il note qu'en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*, le principe est à l'effet que les terrains et bâtiments destinés à l'exploitation d'une mine sont portés au rôle d'évaluation et que l'exception se retrouve à l'article 13. b) : les galeries, puits, excavations, tunnels et équipements des mines souterraines ou à ciel ouvert.

[88] Fort de ce constat, il est d'opinion que le législateur n'a pu inclure les bâtiments destinés à l'exploitation d'une mine dans le terme « équipements ». « La cohérence du législateur se présument, il ne peut effectivement dire une chose et son contraire dans le même article de loi »<sup>38</sup>.

[89] De plus, il note que le législateur, à l'article 13.b) a fait une référence expresse à la définition du mot « minerai » telle qu'elle apparaît à la *Loi des mines* (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 34).

[90] Alors, il est d'opinion que si le législateur avait voulu retenir la définition large et englobante du mot « mine » prévue à l'article 1 de la *Loi des mines* (1965), il aurait fait une référence expresse à cette définition tout comme il l'avait fait pour le terme « minerai ».

[91] Il en est de même pour la *Loi sur la fiscalité municipale*<sup>39</sup>, où la référence à la *Loi sur les mines*<sup>40</sup> faite à l'article 13 a) de la *Loi sur l'évaluation foncière* a été reprise à l'article

---

<sup>37</sup> L.R.Q., c. 50 (1971).

<sup>38</sup> Voir, *Plan d'argumentation de la Ville de Fermont, intimée*, page 19.

<sup>39</sup> *Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives* L.Q. 1979, c. 72.

<sup>40</sup> RLRQ, c. M-13.

65 al. 1 (3<sup>o</sup>). De plus, aucune référence quant à la définition de « mine souterraine ou à ciel ouvert » n'a été faite.

[92] Finalement, le procureur note qu'aujourd'hui, la définition du mot « minerai » ne réfère plus nommément à la *Loi sur les mines*, mais reprend, plutôt intégralement, celle qui y apparaissait dans cette loi, alors que le mot « mine » n'est pas défini.

[93] Étant donné que le législateur ne donne aucune définition du mot « mine » dans la *Loi sur la fiscalité municipale*, il est d'opinion que l'on ne doit pas référer non plus à la définition du mot « mine » telle qu'elle apparaît à l'article 218 de la *Loi sur les Mines*, c. M13-1, surtout qu'en Commission parlementaire<sup>41</sup>, il est mentionné que la définition du mot « mine » apparaissant à l'article 218 est « propre » au chapitre IV de la *Loi sur les mines*, par opposition à une définition que l'on retrouverait dans l'ensemble de la législation québécoise.

[94] En conclusion, M<sup>e</sup> Bouchard est d'opinion « que l'expression « équipement d'une mine souterraine ou à ciel ouvert » contenue au paragraphe 4<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 65 de la LFM vise à exclure du rôle les équipements impliqués dans l'extraction du minerai au lieu d'extraction, aucun des items contenus à la pièce R-2 ne peuvent être exclus du rôle en application de cette clause d'exemption. »<sup>42</sup>

[95] En dernier lieu, quant à l'application du paragraphe 8<sup>o</sup> de l'article 65 de la LFM, M<sup>e</sup> Bouchard est d'avis que seul le chemin permettant l'accès à l'exploitation minière est exclu du rôle, soit en l'espèce, le chemin partant de la route 389 jusqu'à la guérite.

[96] Cette position de M<sup>e</sup> Bouchard repose sur l'*obiter* émanant du juge de la Cour du Québec en appel de la décision rendue par le TAQ dans le dossier *Havre St-Pierre (Municipalité de) c. QIT Fer et Titane inc.*, 2007 QCCQ 3711 où l'on peut lire:

*« [18] Enfin, le TAQ n'a pas retenu l'argument de la municipalité concernant les chemins que l'on retrouve dans les cratères de la mine elle-même ainsi qu'autour de l'excavation. Le tribunal partage cet avis puisqu'il ne s'agit manifestement pas de chemins d'accès, mais plutôt d'infrastructures liées directement à l'exploitation de la mine. »*

(Transcription conforme)

<sup>41</sup> *Journal des débats*, Commission permanente de l'économie et du travail, Étude détaillée du projet de loi no 161, *Loi sur les mines*, Le mardi 16 juin 1987 – N<sup>o</sup> 66, p. CET-3754.

<sup>42</sup> Voir, *Plan d'argumentation de la Ville de Fermont, intimée*, page 21.



Argumentation de la partie intervenante

[97] M<sup>e</sup> Wayland, procureur de la partie intervenante, l'Union des municipalités du Québec, plaide que la règle est l'inclusion au rôle de tous les immeubles présents dans une unité d'évaluation, tel que stipulé par l'article 31 de la LFM.

[98] Ce principe d'inclusion au rôle vise à accorder aux municipalités des ressources financières afin de répondre aux besoins des citoyens, et ce, essentiellement par l'imposition de taxes foncières, tel que reconnu par la Cour d'appel du Québec.

[99] Il rappelle l'objectif de la LFM qui est de définir l'assiette fiscale des municipalités du Québec et leur permettre de lever des taxes foncières sur les immeubles présents sur leur territoire.

[100] Il souligne que plus 70 % des revenus des municipalités proviennent de la taxe foncière.

[101] Par conséquent, les exclusions au rôle doivent permettre aux municipalités du Québec d'assurer la stabilité de leur assiette fiscale, et ce, en ne permettant pas une interprétation large et induite des articles autorisant l'exclusion au rôle.

[102] Aux fins de l'interprétation des paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> de l'article 65 LFM, il soulève l'utilisation différente des termes par le législateur, soit le mot mine vs exploitation minière.

[103] Étant donné que le législateur ne parle pas pour ne rien dire, il est d'opinion que si ce dernier utilise deux expressions différentes dans un même article, ces expressions doivent nécessairement commander une interprétation différente.

[104] En vertu de l'interprétation ordinaire des mots, « *qui est la règle d'or d'interprétation d'un texte législatif, il conclut que la mine constitue l'activité qui est limitée à l'extraction des substances minérales et que l'exploitation minière constitue dans un sens plus large l'ensemble des activités liées à l'activité minière.* »<sup>43</sup>

[105] Ensuite, à l'instar de M<sup>e</sup> Bouchard, il reprend l'analyse contextuelle d'autres lois du Québec pour confirmer la distinction entre « mine » et « exploitation minière » au moyen de

---

<sup>43</sup> Voir, *Plan d'argumentation de la partie intervenante – Union des municipalités du Québec*, page 7.

la *Loi sur l'impôt minier*, la *Loi sur les mines* et de l'application du principe d'interprétation *in pari materia* et de l'interprétation téléologique dégagée par la jurisprudence<sup>44</sup>.

[106] Il traite également de la stabilité du droit, à savoir que l'ancienne *Loi sur l'évaluation foncière* prévoyait déjà que les bâtiments destinés à l'exploitation d'une entreprise minière étaient portés au rôle.

[107] C'est ainsi que les exceptions prévues à l'ancienne Loi sont reprises dans la LFM, de sorte que le statu quo est maintenu.

[108] C'est dans ce contexte que M<sup>e</sup> Wayland souligne que « *le texte de l'ancienne Loi et les débats parlementaires confirment que le législateur québécois ne voulait pas opérer une révolution dans le domaine de l'évaluation industrielle minière, mais bien au contraire, confirmer la mise au rôle des bâtiments et des terrains destinés à une exploitation minière.* »<sup>45</sup>

[109] Selon lui, « *toute autre interprétation conduit à une « révolution » dans le traitement fiscal des mines du Québec; une telle révolution aurait nécessité un texte législatif clair et une intention manifeste des parlementaires lors de l'adoption de la LFM en 1979. Or, ce n'est pas ce que les parlementaires ont décidé* ». Qui plus est, « *aucune modification ne fut d'ailleurs apportée aux paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> depuis leur adoption en 1979 démontrant ainsi la stabilité législative des exclusions propres à l'industrie minière.* »<sup>46</sup>

[110] Finalement, en ce qui a trait au chemin d'accès, il plaide que seule une voie d'accès est exclue du rôle, soit celle qui donne accès à l'exploitation minière. Par conséquent, seul le chemin d'accès pour se rendre à la guérite de l'exploitation de la mine doit être exclu du rôle.

## CONSIDÉRATIONS DU TRIBUNAL

[111] Le Tribunal est confronté, en l'espèce, avec deux interprétations divergentes de deux dispositions législatives, soit les paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> de l'alinéa 1 de l'article 65 de la LFM.

---

<sup>44</sup> CUQ c. Corp. Notre-Dame de Bon-Secours [1994] 3 R.C.S. 3

<sup>45</sup> Voir, *Plan d'argumentation de la partie intervenante – Union des municipalités du Québec*, page 12.

<sup>46</sup> Voir, *Plan d'argumentation de la partie intervenante – Union des municipalités du Québec*, pages 12 et 13.

[112] Étant donné que le préambule ci-haut y fait référence abondamment, qu'il nous suffise de résumer les questions en litige :

Premièrement, est-ce que les mots « équipement de la mine » au paragraphe 4<sup>o</sup> font référence à l'équipement nécessaire à l'extraction du minerai ou à celui relié à l'exploitation minière dans son ensemble (toute l'unité d'évaluation)?

Deuxièmement, est-ce que le chemin d'accès à l'exploitation minière mentionné au paragraphe 8<sup>o</sup> comprend le seul chemin partant de la route 389 pour se rendre à la guérite ou tous les chemins à l'intérieur de l'unité d'évaluation?

[113] Les parties ont bien tenté de déceler l'intention du législateur au moyen de l'approche historique.

[114] La difficulté avec l'approche historique réside dans le fait que les deux parties peuvent, chacune de leur côté, tirer avantage d'une modification à la loi.

[115] Comme l'a écrit le professeur Côté :

*« L'un des principaux problèmes suscités par le recours à l'historique d'un texte législatif est celui de savoir quelles conclusions il est possible de tirer du fait de la modification d'une loi ou d'un règlement: peut-on déduire d'un changement dans le texte une modification de la règle qu'il énonce? »<sup>47</sup>*

[116] Toutefois, dans le cadre de cet exercice, l'analyse des travaux parlementaires ne devrait être utilisée que pour donner un éclairage secondaire aux intentions du législateur, et partant, fait appel à une grande prudence, tel que souligné par le professeur Côté et par la jurisprudence.

[117] Il nous faut donc tenter de rechercher une autre voie d'interprétation lorsque, comme en l'espèce, c'est possible.

---

<sup>47</sup> Pierre-André Côté, *Interprétation des lois*, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 4<sup>ième</sup> édition, 2009, par. 1568.

[118] La décision *Notre-Dame de Bonsecours*<sup>48</sup> fournit une excellente source en cette matière; cet arrêt de la Cour suprême est intéressant à plus d'un point de vue.

[119] Le juge Gonthier résume très bien les principes dégagés de cette décision<sup>49</sup> :

« (1) *L'interprétation des lois fiscales devrait obéir aux règles ordinaires d'interprétation;*

*(2) Qu'une disposition législative reçoive une interprétation stricte ou libérale sera déterminé par le but qui la sous-tend, qu'on aura identifié à la lumière du contexte de la loi, de l'objet de celle-ci et de l'intention du législateur; c'est l'approche téléologique;*

*(3) Que l'approche téléologique favorise le contribuable ou le fisc dépendra uniquement de la disposition législative en cause et non de l'existence de présomptions préétablies;*

*(4) Primauté devrait être accordée au fond sur la forme dans la mesure où cela est compatible avec le texte et l'objet de la loi;*

*(5) Seul un doute raisonnable et non dissipé par les règles ordinaires d'interprétation sera résolu par le recours à la présomption résiduelle en faveur du contribuable. »*

[120] C'est fort de ces principes que le Tribunal décidera dans le sens qu'il estime le plus conforme à l'objet de la loi, dans le contexte de la preuve reçue.

[121] Alors, en premier lieu, on doit interpréter les lois fiscales comme toutes les autres lois; il n'est donc pas question, au départ, d'une interprétation stricte ou libérale.

[122] C'est le contexte de la loi, l'objet de celle-ci et l'intention du législateur qui fera décider entre une interprétation stricte ou libérale.

[123] Les procureurs des parties ont soumis des arguments fort intéressants et ont fait preuve d'une recherche fouillée.

[124] Afin d'interpréter ces deux dispositions, le Tribunal doit procéder au moyen :

---

<sup>48</sup> *Québec (Communauté Urbaine) c. Corp. Notre-Dame de Bon-Secours*, (1994) 3 R.C.S. p. 3.

<sup>49</sup> *Idem*, page 20.

- du texte lui-même;
- des dictionnaires courants;
- des dictionnaires techniques;

et dans le cadre de son analyse, le Tribunal peut avoir recours, de façon secondaire et de façon très prudente :

- à d'autres lois dites *in pari materia*;
- et aux débats parlementaires.

[125] En premier lieu, à cet article 65, il apparaît que le législateur a eu recours à deux réalités pour exprimer sa volonté, soit l'utilisation du mot « mine » au paragraphe 4<sup>o</sup> et du terme « exploitation minière » au paragraphe 8<sup>o</sup>.

[126] Or, il est reconnu, suivant les principes d'interprétation des lois, que le législateur ne parle pas pour ne rien dire, et partant, le Tribunal reconnaît que le législateur a voulu distinguer deux réalités bien particulières.

[127] Quelles sont donc ces deux réalités?

[128] Il est donc important et opportun de définir, de prime abord, le terme « exploitation minière ».

[129] Alors, pour définir ce terme, nous avons recours au dictionnaire usuel, au dictionnaire technique et aux lois *in pari materia*.

[130] Dictionnaire usuel : On retrouve dans l'*Encyclopédie canadienne*<sup>50</sup> la définition de l'exploitation minière suivante :

*« L'exploitation minière est l'une des principales industries primaires du Canada. Elle consiste à extraire, à raffiner ou à traiter des roches et des minéraux présentant une valeur économique. »*

[...]

---

<sup>50</sup> Voir R-1, page 5.

*L'expression générique « exploitation minière » fait souvent référence non pas seulement à la seule extraction des minéraux, mais plus généralement au cycle complet allant de leur découverte à leur traitement. »*

[131] Quant à lui, le Petit Robert<sup>51</sup> donne la définition suivante :

*« 1. Action d'exploiter, de faire valoir une chose en vue d'une production.*

*2. Bien exploité, lieu où se fait la mise en valeur de ce bien [...].Exploitation minière. »*

[132] Dans le cadre des formations universitaires en génie minier, sur la base de ce que l'on retrouve dans les dictionnaires techniques (ex :« *Dictionary of Mining Terms* »), elle est décrite comme suit:

*« Exploitation minière : diverses activités servant à l'extraction et au traitement minéralurgique de la réserve minérale identifiée, à savoir son enrichissement (première transformation) et son expédition. Ces étapes suivent l'étape de l'exploration minière. »<sup>52</sup>*

[133] Lois *in pari materia* : étant donné que la LFM ne définit pas les termes « mine », ni « exploitation minière », il convient alors de s'inspirer des définitions contenues dans la *Loi sur l'impôt minier*, laquelle est également une loi fiscale en matière minière<sup>53</sup>.

[134] Cette Loi<sup>54</sup> définit le terme « exploitation minière » comme étant

*« [...]l'ensemble des travaux liés aux différentes phases de développement minéral, soit l'exploration, l'aménagement et la mise en valeur avant production, l'aménagement et la mise en valeur après production, le réaménagement ou la restauration d'un terrain situé au Québec, l'extraction, le traitement, le transport, la manutention, l'entreposage et la commercialisation d'une substance minérale provenant du sol du Québec, jusqu'à son aliénation ou son utilisation par l'exploitant, et le traitement des résidus miniers provenant du Québec [...] »*

---

<sup>51</sup> Voir onglet 9 du *Plan d'argumentation et cahier d'autorités de l'intimée*.

<sup>52</sup> Voir I-2.

<sup>53</sup> *TVX Gold Inc. c. Québec (Sous-ministre des Ressources naturelles)*, 2009 QCCQ 17326, par.36.

<sup>54</sup> RLRQ, c. 1-0.4.

[135] De ces sources, il appert que le terme exploitation minière constitue l'ensemble des activités liées à l'activité minière, de l'extraction à la commercialisation.

[136] Quant à la définition du terme « mine », nous faisons également appel aux mêmes sources.

[137] Dictionnaire usuel : le Petit Robert<sup>55</sup> associe le mot mine à l'extraction :

*« Mine : Ce qui concerne l'extraction d'un minerai (le terrain où se trouve le minerai). Terrain d'où l'on peut extraire un métal, une matière minérale utile, qui se trouve sous forme de gisement ou d'alluvions. Mine souterraine, à ciel ouvert. »*

[138] Dictionnaire technique : le « *Dictionary of Mining Terms* »<sup>56</sup> définit, en premier lieu, le mot « mine » comme suit :

*« Mine : An opening or excavation in the earth for the purpose of extracting minerals; a pit or excavation in the earth from which metallic ores or other minerals substances are taken by digging [...] »*

[139] Ces différentes définitions sont très semblables à celles enseignées aux étudiants en génie minier à l'université soit :

*« Mine : les ouvertures ou les excavations créées dans le sol permettant d'extraire des minéraux à valeur économique. Une mine peut être à ciel ouvert ou souterraine.<sup>57</sup> »*

[140] Il est à noter que bien que le Petit Robert et le *Dictionary of mining terms* font référence dans leur définition de « mine » à :

- « *installations de surface, bâtiment de la mine* »;
- « *also includes opencast pits, mine buildings, land, structures and works; [...] intended to signify any and all parts of the property of a mining plant, either on the surface or underground [...]* »

---

<sup>55</sup> Voir onglet 9 du *Plan d'argumentation et cahier d'autorités de l'intimée*.

<sup>56</sup> Voir pièce I-2.

<sup>57</sup> Idem.

Ces références apparaissent loin dans la définition et ne doivent pas être interprétées comme étant principales ou les plus couramment employées, mais bien comme pouvant être parfois utilisées à titre de définitions très secondaires. Par conséquent, le Tribunal ne retient pas ces définitions secondaires.

[141] Le Tribunal retient plutôt que le mot mine est associé à l'extraction du minerai. C'est d'ailleurs ce même concept qui est retenu par le législateur à l'article 65 (4) lorsqu'il mentionne les termes galerie, puits, excavation et tunnel.

[142] Loi *in pari materia* : Encore une fois, le Tribunal a recours à la *Loi sur l'impôt minier* pour trouver la définition du mot « mine ».

[143] Cette Loi définit le mot « mine » comme suit :

« mine » un lieu situé au Québec ayant pour objet l'extraction de substances minérales.

[144] La partie requérante a déposé la pièce R-3, intitulée « le régime d'impôt minier en bref », au soutien de sa position.

[145] On y constate que pour le calcul du bénéfice net de la mine, il est permis de prendre une allocation pour amortissement d'un chemin et/ou d'un bâtiment utilisé dans l'exploitation minière; cependant le Tribunal note que, dans ce document, lorsque l'on réfère aux dépenses engagées pour la réalisation de la valeur brute, aux fins du calcul de l'impôt minier minimum, ces dernières se rapportent aux activités de concassage, de broyage, de tamisage, de traitement, de manutention, de transport ou d'entreposage de la substance minérale provenant de la mine, à partir de son premier site d'accumulation après sa sortie de la mine; ce ne peut être après sa sortie de l'exploitation minière, de l'endroit faisant l'objet du bail minier, mais bien de l'endroit où le minerai est extrait.

[146] De plus, comme nous avons mentionné ci-haut à l'égard de la *Loi sur l'impôt minier*, loi de nature fiscale comme la LFM, la définition de « mine » est identifiée à l'extraction de substances minérales et apparaît à l'article 1 avec l'ensemble des définitions qui doivent servir dans cette loi.

[147] Il est à noter que lors de l'adoption de la *Loi sur l'évaluation foncière* en 1971, le législateur a référé à la définition du mot « minerai » apparaissant à la *Loi sur les mines* (1965), mais n'a pas référé à la définition du mot « mine ».



[148] De plus, lors de l'adoption de la *Loi sur la fiscalité municipale* en 1979, il a reproduit dans cette Loi la définition du mot « minerai » telle qu'elle apparaissait à la *Loi sur les mines* (1965), alors qu'il n'a pas référé ni reproduit la définition du mot « mine ». Par conséquent, étant donné que le législateur n'a pas référé à cette définition, le Tribunal ne peut appliquer cette définition *mutatis mutandis* au présent dossier.

[149] Finalement, le Tribunal ne retient pas la définition du mot « mine » telle qu'elle apparaît à l'article 218 de la *Loi sur les mines* (c. M-13.1) étant donné que cette définition s'applique de façon spécifique à la section IV de cette Loi et partant n'est pas d'application générale.

[150] C'est ce qui ressort du journal des débats, lors de la discussion du projet de loi en Commission parlementaire<sup>58</sup>, où il est mentionné que la définition du mot « mine » apparaissant à l'article 218 est « propre » au chapitre IV de la Loi sur les mines, par opposition à une définition que l'on retrouverait dans l'ensemble de la législation québécoise.

**[151] De ces sources, il ressort que le mot « mine » signifie l'endroit où le minerai est extrait et non l'ensemble des activités minières qui est le propre de l'exploitation minière.**

[152] Le Tribunal est d'opinion que le législateur a sciemment distingué les termes « mine » et « exploitation minière » lorsqu'il a rédigé les paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>. Il référerait à deux réalités complètement distinctes, à savoir le lieu où s'effectue l'extraction du minerai et les activités minières dans son ensemble.

[153] Le procureur de la partie requérante a bien tenté de démontrer que le législateur voulait utiliser le terme « mine » dans son sens le plus générique, en référant à l'homme de la rue pour qui « le cuisinier travaille à la mine ».

[154] Cependant, le Tribunal ne retient pas cette approche et il est fort à-propos de citer certains passages de la décision rendue par le Bureau de révision de l'évaluation foncière<sup>59</sup> :

---

<sup>58</sup> Journal des débats, Commission permanente de l'économie et du travail, Étude détaillée du projet de loi no 161, *Loi sur les mines*, Le mardi 16 juin 1987 – N<sup>o</sup> 66, p. CET-3754.

<sup>59</sup> Hydro-Québec c. Communauté urbaine de Montréal, BREF M-95-1274 – 14 décembre 1995.

*« L'erreur de droit principale commise par le Tribunal (dont est appel) dans sa décision serait, selon l'appelant, d'avoir omis d'appliquer la règle selon laquelle on doit donner aux mots d'une disposition législative leur sens courant et usuel plutôt que leur sens technique et scientifique, et ce plus particulièrement à l'égard de l'expression "production de l'électricité". Le tribunal, dit l'appelant, devait s'en tenir à la façon de voir de l'homme de la rue pour qui la "production de l'électricité" se fait à la centrale, façon de voir d'ailleurs qui peut trouver appui dans les définitions de certains dictionnaires usuels et même dans certaines publications de vulgarisation publicitaire émanant d'Hydro-Québec elle-même. Le Tribunal ne pouvait s'en remettre aux données de cette preuve scientifique qui lui fut présentée.*

*Je dirai avec égards que l'argument me paraît sans suite. Il n'y a aucun doute que la règle d'interprétation invoquée par l'appelant en est une fondamentale qui n'a plus besoin de présentation ou d'appui. Mais je ne vois pas comment elle pouvait forcer le Tribunal à s'en tenir à la croyance de l'homme de la rue pour déterminer ce qu'impliquait la production de l'électricité. La règle en est une d'interprétation de mots, de caractère sémantique, qui s'appuie sur l'idée simple que les représentants du peuple s'expriment normalement dans le langage du peuple. Seul le mot "production" est utilisé dans la disposition de base et le Tribunal lui a donné le sens usuel du dictionnaire courant sur lequel d'ailleurs toutes les parties s'entendaient, soit celui de "faire apparaître, créer ou engendrer". L'expression "production de l'électricité" n'est pas dans la disposition. Le Parlement a utilisé le mot "électricité" ailleurs dans l'annexe III, soit à la partie VI, mais personne ne doute que le mot soit là pris dans son sens courant d'énergie électrique utilisable par les consommateurs puisqu'il est question de la taxe de vente. Pour se prononcer sur l'application de l'exemption, le Tribunal se devait de déterminer, dans la réalité, les appareils ou machines requis pour "faire apparaître, créer ou engendrer" l'énergie électrique dans sa forme vendable et consommable. Cette détermination, le Tribunal ne pouvait la faire qu'à partir des témoignages de gens informés et non de l'homme de la rue.*

*Cet argument que tente de faire valoir l'appelant me semble d'ailleurs avoir été formellement rejeté par la Cour suprême dans l'affaire Commission Hydroélectrique de Québec c. Sous-ministre du Revenu national pour les douanes et l'accise, (1970) R.C.S. 30. Dans le cadre de procédures semblables à celles d'aujourd'hui devant la cour et opposant en réalité les mêmes parties, il fallait décider si les transformateurs installés par la Commission hydroélectrique tout au long de sa ligne électrique sont "des machines ou appareils . . . destinés à être utilisés dans la fabrication ou la production de (l'électricité)". La majorité de la Cour refusa de considérer l'argument retenu par la Cour de l'Échiquier et repris par le juge dissident à l'effet que, dans le langage courant, on ne désignait pas un transformateur comme servant à la production de l'électricité, mais plutôt à son*

*transport et à sa distribution. Je me permets de répéter, avec respect pour l'opinion contraire, que la position de la majorité m'apparaît la seule vraiment défendable, car s'il est normal d'analyser les propos du Parlement en tenant compte du sens courant des mots, il serait fort anormal de comprendre ses directives en fonction de l'ignorance de l'homme de la rue ou des mythes qui peuvent circuler dans le public. »*

Et le juge Marceau de conclure sur ce point en disant :

*« Le Tribunal n'a pas commis d'erreur de droit en se basant sur des témoignages d'experts plutôt que sur une prétendue croyance populaire pour déterminer que les lignes électriques d'Hydro-Québec qui relient les centrales aux consommateurs font partie du processus de production de l'électricité que la compagnie vend à ses clients. »*

[155] À cet égard, il est intéressant de lire également la citation tirée du volume du professeur Côté<sup>60</sup> :

*« L'interprète qui a recours à la méthode grammaticale d'interprétation se fonde sur un certain nombre de postulats : 1) la loi est une communication entre le législateur et les justiciables; 2) la communication au moyen du langage est possible; 3) le législateur, par le texte législatif entend transmettre une pensée; 4) le législateur connaît les règles ordinaires du langage; 5) le législateur sait employer le langage de manière à communiquer adéquatement sa pensée. »*

[156] Plus loin, il ajoute :

*« En particulier, il faut présumer que le législateur entend les mots dans le même sens que le justiciable, que « monsieur ou madame tout-le-monde. »<sup>61</sup>*

[157] Toutefois, le professeur P.-A. Côté a nuancé sa proposition première ayant trait au sens courant des termes en ce qu'il enseigne également que :

*« Le respect du sens courant n'est toutefois pas une règle absolue: si les circonstances sont telles qu'on puisse conclure que le sens technique ou scientifique est préférable, c'est ce sens qu'il faudra retenir, sous réserve de la*

---

<sup>60</sup> P.-A. Côté, *Interprétation des lois*, 4e éd. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, par. 983.

<sup>61</sup> P.-A. Côté, *Interprétation des lois*, 4e éd. Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 2009, par. 996.

*preuve de cette signification technique. C'est souvent une question fort délicate de décider si l'on doit retenir le sens courant ou un sens spécialisé. On la tranche à la lumière de divers facteurs. Il s'agit, entre autres, de savoir à quel auditoire la loi est adressée: à l'ensemble de la population ou à une partie restreinte de celle-ci, formant un sous-ensemble linguistique en raison du métier, ou de la profession. »<sup>62</sup>*

[158] De ces quelques extraits, le Tribunal retient que le témoignage de l'expert Laflamme doit être retenu quant aux définitions à être données aux mots « mine » et « exploitation minière » par rapport aux croyances et mythes de l'homme de la rue, d'autant plus que les définitions des différents dictionnaires vont dans le même sens et qui plus est, l'auditoire des paragraphes 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> n'est pas l'homme de la rue, mais bien un public spécialisé.

[159] Maintenant que la distinction entre les mots « mine » et « exploitation minière » est faite, qu'en est-il des termes « l'équipement de la mine »?

[160] Afin de dégager un sens à cette périphrase, il est opportun d'appliquer des règles d'interprétation connues comme étant « *noscitur asociis* » et « *ejusdem generis* ».

[161] Ainsi, l'expression générale « équipement d'une mine souterraine ou à ciel ouvert » doit être interprétée à la lumière des mots qui la précèdent dans la disposition, soit galerie, puits, excavation et tunnel.

[162] L'on constate que législateur au paragraphe 4<sup>o</sup>, utilise les mots galerie, puits, excavation et tunnel, soit des termes qui font référence à de l'extraction, lesquels associés au mot « mine », démontrent que le législateur suivait le même filon :

- galerie : Toute voie de communication souterraine horizontale ou faiblement inclinée dans les mines, les égouts, les caves, etc.
- puits : (mines) : Trou généralement vertical, de section constante, creusé dans le sol en vue d'accéder au gisement et d'en extraire le minerai.
- excavation : Action d'excaver quelque chose, de creuser; l'excavation d'un puits.

---

<sup>62</sup> P.-A. Côté, *Interprétation des lois*, 4e éd. Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 2009, par.1016.

- tunnel : Galerie souterraine pratiquée pour donner passage à une voie de communication.
- mine : Cavité creusée dans le sol pour extraire le minerai ou le charbon.<sup>63</sup>

[163] **Donc, l'équipement dont ce paragraphe fait référence, consiste uniquement en l'équipement relié à l'extraction du minerai, que ce soit d'une mine souterraine ou à ciel ouvert.**

[164] D'ailleurs il n'était pas important d'écrire « leurs équipements », car la référence à « l'équipement de la mine souterraine ou à ciel ouvert » comprend l'équipement de la galerie, du puits, de l'excavation, du tunnel en raison de leur lien avec l'extraction du minerai. Ces termes employés précédemment ayant tous un lien avec l'extraction proprement dit, le terme « l'équipement de la mine » est donc inscrit pour inclure tous les équipements reliés à l'extraction, comme illustré à la figure 1 de la page 2 de la pièce R-4.

[165] À titre d'exemple le Tribunal note qu'en plus des galeries, des puits, des excavations et des tunnels cette figure illustre pour les mines souterraines d'autres équipements de mine tels : cheminée, chantier, rampe, concasseur, trémie, skip, etc.

[166] Ce sont ces différents équipements que le législateur a voulu mentionner, en écrivant « l'équipement de la mine ».

[167] Finalement, que le législateur, lors de l'adoption de la *Loi sur la fiscalité municipale* en 1979, ait rédigé au singulier ce qui était rédigé au pluriel dans la *Loi sur l'évaluation foncière* en 1971, n'a aucun impact sur la conclusion à laquelle le Tribunal en arrive, et ce, tel que reconnu par la partie requérante dans son argumentation, étant donné l'application de l'article 54 de la *Loi d'interprétation*.

[168] Quant à l'interprétation du paragraphe 8<sup>o</sup>, le Tribunal est d'avis que le chemin d'accès à l'exploitation minière signifie le chemin donnant accès à l'ensemble des activités de la mine, soit le chemin partant de la route 389 à la guérite, et ce, en raison de la définition même du terme « exploitation minière » mentionnée plus avant.

---

<sup>63</sup> Définitions tirées du Larousse.

[169] Le législateur n'a pas mentionné « **de** » ni « **dans** », mais bien « **à** » de sorte que décider que le législateur visait tous les chemins à l'intérieur de l'exploitation minière ajouterait au texte, ce que le Tribunal ne peut faire.

[170] Le Tribunal réfère également à l'*obiter* émanant du juge de la Cour du Québec ayant rendu la décision dans le dossier *Havre St-Pierre (Municipalité de) c. QIT Fer et titane inc.*, 2007 QCCQ 3711 où l'on peut lire :

« [18] Enfin, le TAQ n'a pas retenu l'argument de la municipalité concernant les chemins que l'on retrouve dans les cratères de la mine elle-même ainsi qu'autour de l'excavation. Le tribunal partage cet avis puisqu'il ne s'agit manifestement pas de chemins d'accès, mais plutôt d'infrastructures liées directement à l'exploitation de la mine. »

[171] Il est donc évident, tant pour le juge de la Cour du Québec que pour le présent Tribunal que les chemins à l'intérieur du site minier ne constituent pas un « chemin d'accès à l'exploitation minière » et partant doivent être portés au rôle.

[172] **En conclusion, le Tribunal est d'avis que si le législateur avait voulu ne laisser au rôle que le terrain faisant partie de l'unité d'évaluation, il l'aurait écrit de façon claire et précise ne nécessitant aucun exercice d'interprétation auquel ont dû se livrer les procureurs des parties.**

[173] Dans cette même veine, étant donné que le principe général apparaissant à l'article 31 de la LFM est à l'effet que tous les immeubles sont portés au rôle, le Tribunal croit que si le législateur avait voulu l'exclusion totale du rôle des équipements reliés à l'exploitation minière, il aurait sûrement prévu un régime particulier pour les mines comme il l'a fait au chapitre XVIII de la LFM, section 2, Régimes fiscaux particuliers tels que, terrains de golf, producteur forestier, raffinerie de pétrole, exploitation agricole, etc., ce qu'il n'a pas fait.

**POUR TOUS CES MOTIFS**, le Tribunal:

**DÉCIDE QUE** l'équipement de la mine à ciel ouvert mentionné à l'article 65 (1) paragraphe 4<sup>o</sup> ne vise que l'équipement relié à l'extraction du minerai;

**DÉCIDE QUE** le chemin qui part de la route 389 et qui se rend à la guérite constitue « le chemin d'accès à l'exploitation minière » au sens de l'article 65 (1) paragraphe 8<sup>o</sup>; et

**REJETTE** la requête de la partie requérante;

**FRAIS À SUIVRE** selon le sort des dossiers au fond.

---

ROBERT SANCHE, j.a.t.a.q.

---

GUY GAGNON, j.a.t.a.q.

Joli-Coeur Lacasse S.E.N.C.R.L.  
Me Louis St-Martin et Me Annie Kirouac  
Procureur des parties requérantes

Cain Lamarre Casgrain Wells  
Me François Bouchard et Me Dominique Délisle  
Procureur de la partie intimée

Dufresne Hébert Comeau inc.  
Me Paul Wayland  
Procureur de la partie intervenante